



# IMPACTS SÉCURITAIRES LIÉS AU COVID-19 DANS LE MONDE

**Point de situation\* du 30/04/2020**

Pour aller plus loin, voir l'analyse complète sur le [blog d'Iremos](#).

\*Il s'agit d'une liste non-exhaustive d'éléments d'actualité liés au Covid-19.

## CRIMINALITÉ

- Crime d'opportunité & délinquance
- Fraudes & arnaques financières
- Implications criminalité organisée et gangs
- Troubles à l'ordre public (émeutes)
- Contrefaçon
- Impunité

## TERRORISME

- Exploiter les peurs et la paralysie des Etats
- Accroître le contrôle territorial
- Diminution de la présence militaire étrangère
- Maintenir la pression sur les forces de sécurité

## DÉRIVES AUTORITAIRES

- Abus de pouvoir des forces de l'ordre
- Exécutions extra-judiciaires
- Altération des processus démocratiques (élections)
- Instrumentalisation des pouvoirs exceptionnels
- Désinformation
- Censure

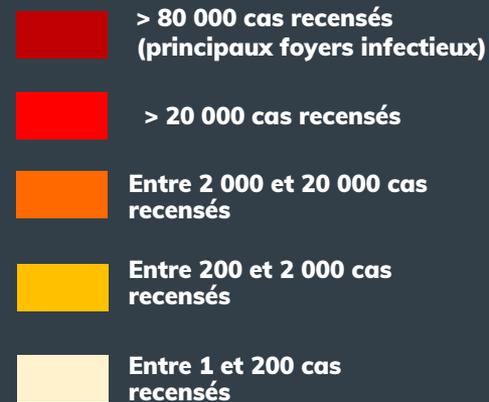
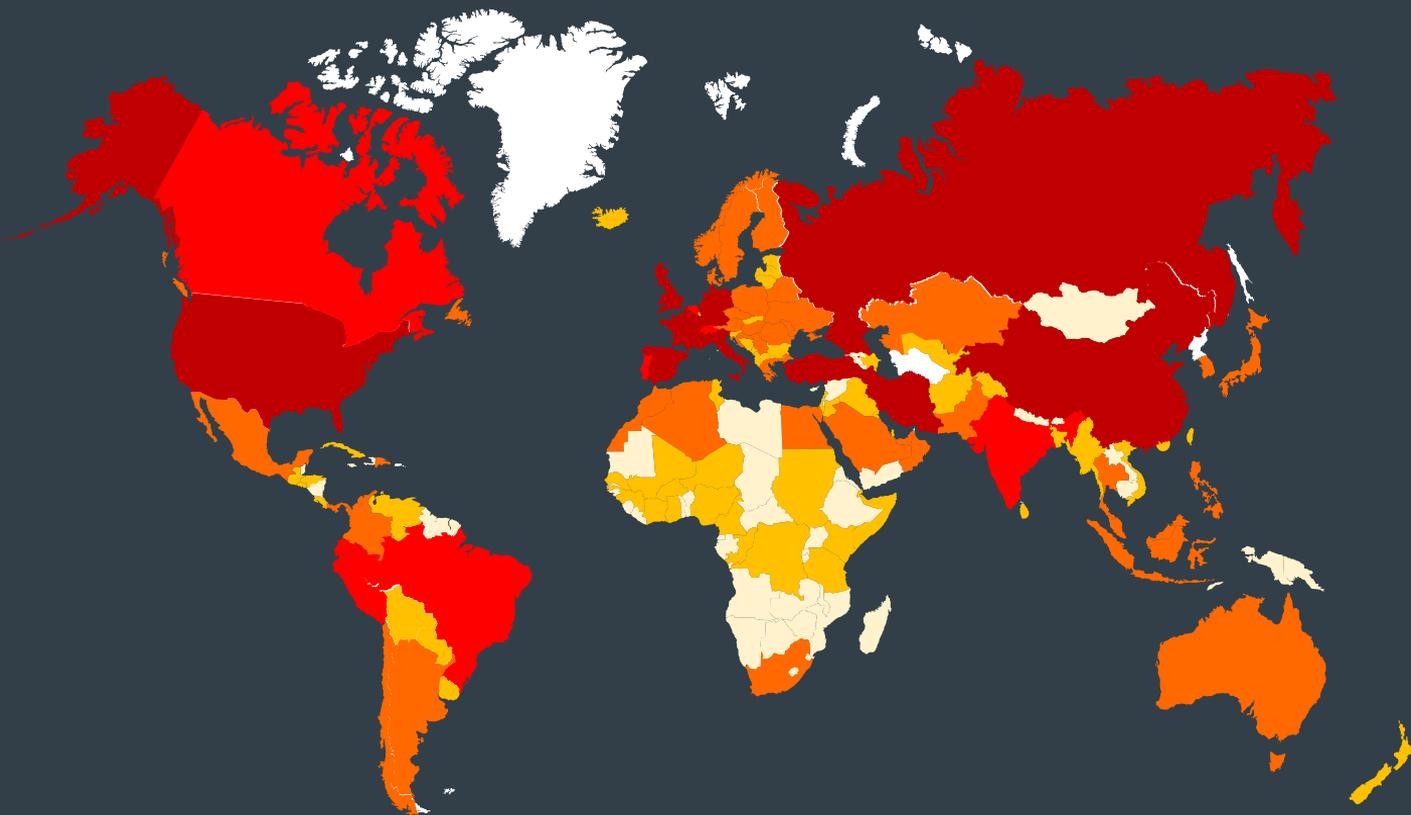
## RESSENTIMENT ANTI-ÉTRANGER

- Violences verbales
- Messages haineux, Fake news
- Actes hostiles, agressions physiques
- Repli communautaire
- Discrimination, racisme

**COVID-19**  
IMPLICATIONS  
SÉCURITAIRES

# Propagation du Covid-19 dans le monde

Point de situation au  
30/04/2020



# Ressentiment « anti-étranger » et racisme

Zone géographique	Pays	Incident(s) / Résumé des faits	Brève analyse
Asie	Hong Kong	Des actes de délation et de xénophobie se multiplient sur les réseaux sociaux suite au retour des résidents ayant fuit le confinement (personnes ne portant pas de masque, incivilités).	Outre le risque d'atteinte physique et le préjudice morale, il existe un risque sur le plus long terme de stigmatisation généralisée et une ségrégation forcée de certaines minorités.
	Inde	Un des leaders du Bharatiya Janata Party a publié une vidéo demandant à la population de ne pas acheter de légumes aux commerçants musulmans qu'il accuse d'infecter les produits. Cette déclaration a été dénoncée par les autorités gouvernementales.	

# Préconisations

## Employeurs

Le ressentiment croissant contre les étrangers pourrait prendre de l'ampleur et se traduire par des violences physiques. Afin d'éviter les complications dans une situation de restrictions des déplacements et de fermeture des frontières, il est conseillé à ceux ayant du personnel expatrié dans les pays à risque de suivre la démarche ci-dessous:

-  Mettre en place un **plan de continuité d'activité** reposant sur les **fonctions essentielles**.
-  Etablir un **POB** (personal on board) incluant les collaborateurs **expatriés, locaux et voyageurs**, selon leur **localisation** (site et hébergement) et leur **fonction**.
-  Mettre en place **une veille quotidienne** pour évaluer le niveau de risque.
-  **Rapatrier** dans un premier temps, les **familles** d'expatriés et tous les personnels **expatriés non-essentiels**. S'appuyer au maximum sur les personnels locaux.
-  S'assurer que les expatriés sont enregistrés auprès de leur représentation diplomatique.
-  **Regrouper** les personnes en vue d'un confinement. S'assurer que les lieux choisis sont proches de **commerces d'alimentation**. **Sécuriser** le(s) site(s) où seront regroupés les personnels restant.
-  **Limiter** au maximum les **déplacements**.
-  Se rapprocher **d'un prestataire de sûreté** pour accompagner à l'**évacuation** des derniers expatriés.

## Collaborateurs

-  **Limiter les sorties** aux heures de pointe. Eviter de se déplacer **seul et de nuit**.
-  Eviter tout déplacement **à pied**.
-  Si vous êtes suivi, ne pas regagner son domicile immédiatement, **trouver refuge dans une enseigne fréquentée ou dans le commissariat** le plus proche.
-  Circuler les **vitres de voiture fermées et portières verrouillées**.
-  Eviter les **groupements ou réunions** ainsi que les lieux fréquentés par la communauté expatriée.
-  Maintenir une **vigilance en tout temps et tout lieu** et **se tenir informé** via les canaux d'information multiples (ambassades, cercles d'expatriés, responsable sûreté entreprise, médias).
-  Conserver avec soi **les coordonnées de son responsable sûreté et de sa représentation diplomatique**.
-  Faire profil bas, **éviter les objets ostentatoires** ou **signes d'appartenance** nationale.
-  En cas d'agression verbale, ne **pas renchérir et s'éloigner**. En cas d'agression physique, **ne pas résister**. Alerter la police.
-  En cas de menaces et de violences répétées, **les signaler à ses autorités consulaires, et/ou son entreprise** pour des procédures de protection, voire de rapatriement.

Zone géographique	Pays	Incidents / Résumé des faits	Brève analyse
Amériques	Mexique	Violent règlement de compte entre cartels rivaux : 18 personnes tuées par le Cartel Jalisco Nueva Generacion dans l'Etat de Michoacan.	<p>Malgré les mesures de confinement qui s'étendent à de nombreux pays, la criminalité violente émanant des groupes armés et gangs est loin d'être à la baisse. Ces derniers profitent du recentrage des autorités et notamment des forces de l'ordre sur la gestion de la crise sanitaire pour multiplier les exactions. Qu'il s'agisse des Maras, FARC dissidents ou cartels, cette recrudescence de la violence atteste d'une démonstration de force et de l'emprise territoriale de ces groupes. Les débouchés criminels étant restreints par la crise sanitaire, la compétition d'autant plus vive pour les cartels mexicains, qui s'adonnent à de violentes confrontations et règlements de compte. En Colombie, la campagne d'intimidations et d'assassinats ciblés des groupes armés envers les leaders sociaux et ex-FARC se poursuit, mettant en péril les dispositions de l'accord de paix de 2016 ainsi que les activités des organisations sociales, garantes du respect des droits de l'homme.</p> <p>Néanmoins, dans le cas du Salvador, la vague d'homicides, d'ordinaire largement impunis, a entraîné le gouvernement à autoriser l'usage de la force létale contre les Maras.</p>
	Salvador	Flambée des homicides dans le pays : 58 meurtres en seulement 2 jours, dont une majorité ont été perpétrés par des gangs.	
	Colombie	<p>Les FARC dissidents multiplient les assassinats ciblés contre les leaders sociaux et anciens FARC : 14 d'entre eux ont été tués depuis le début de la crise sanitaire en Colombie.</p> <p>Face à l'augmentation de la demande, la contrebande de médicaments explose dans le pays : plusieurs cargos illégaux de médicaments à destination de la Guajira et du Venezuela ont été interceptés.</p>	
Europe	Italie	Les dealers et mafias utilisent les transports en commun, VTC ou camionnettes transportant des aliments pour cacher et faire transiter la drogue.	

# Préconisations



- **Refuser tout démarchage** d'entreprises se déclarant du domaine médical (masques, gel hydroalcoolique), de services de décontamination ou proposant des tests COVID-19.
- Se méfier des possibles faux policiers. **Ne jamais payer d'amende sur place**, et s'assurer de l'existence d'un procès-verbal.
- **Renforcer les mesures de sécurité** sur ses sites, en particulier s'ils ne sont pas occupés.



- Se **tenir informé des arnaques** les plus courantes.
- Se **sensibiliser aux bonnes pratiques** d'hygiène numérique.
- **Recouper les informations relatives aux documents et déclarations dits officiels**; beaucoup de fausses informations sont véhiculées par les réseaux sociaux.



- **Vérifier la provenance des emails** demandant des informations et la véracité des adresses **des sites web**.
- Ne **pas divulguer ses coordonnées** en ligne.
- Ne **jamais cliquer sur une pièce jointe ou un email** suspect.
- Se méfier des **cagnottes en ligne**.
- Être prudent lors des paiements en ligne. **Vérifier l'adresse du site** et se méfier si le compte est situé à l'étranger (hors du pays d'implantation de la société).

En cas d'escroquerie avérée, **informer sa hiérarchie** si elle touche le matériel ou les moyens de paiement professionnels. Sinon, **porter plainte. Signaler toute tentative d'escroquerie sur le site du ministère de l'Intérieur**: <http://www.internet-signalement.gouv.fr>

# Dérives autoritaires

Zone géographique	Pays	Incidents / Résumé des faits	Brève analyse
Afrique	Algérie	Les autorités poursuivent leur politique d'arrestation massive des militants et journalistes ayant pris part au mouvement de contestation du Hirak. La presse est également dans le viseur : des sites web critiques ont été bloqués, et un projet de loi visant à criminaliser la désinformation et les fake news pourrait être instrumentalisé pour museler un peu plus les journalistes.	Malgré l'appel à la trêve et au gel des manifestations des leaders du mouvement Hirak en cette période de coronavirus, les autorités semblent profiter de l'accalmie pour étouffer l'opposition. La crise sanitaire fait peser une réelle menace sur la liberté de la presse. Sous couvert de lutte contre la désinformation concernant le Coronavirus, de nombreux gouvernements, à l'instar de l'Algérie, procèdent à l'arrestation ou à l'intimidation de journalistes et au contrôle des médias indépendants.
	Lesotho	Le Premier ministre a annoncé le déploiement de l'armée dans les rues pour « restaurer l'ordre et la loi » à compter du 18 avril. Il avait auparavant décidé de suspendre le Parlement pour 3 mois en raison de la pandémie, ce qui avait déclenché des manifestations. Cette décision a néanmoins été annulée par la Cour constitutionnelle.	Les mesures exceptionnelles déployées en réponse à la pandémie peuvent être instrumentalisées par les chefs d'Etat, tentées par la mainmise totale sur le pouvoir. Si ces mesures ne sont à priori que temporaires, dans les pays où les instances démocratiques sont parfois fragiles, il existe un véritable risque de dérive autoritaire sur le plus long terme où le partage du pouvoir pourrait être ébranlé par la prorogation des attributions exceptionnelles accordées à l'exécutif.
	Burundi	Alors que l'élection présidentielle est maintenue au 20 mai, la campagne électorale, et notamment les meetings partisans, ont débutés, faisant fi du risque de contamination au Covid-19. Parallèlement, la campagne de violence et d'intimidation contre les opposants s'intensifie à l'approche du scrutin.	Le parti au pouvoir minimiserait volontairement la pandémie pour maintenir ses chances de remporter l'élection et garder son emprise sur la population, en prétextant que le pays est protégé par une « grâce divine ». L'enjeu du maintien au pouvoir est primordial – et passe au-delà des considérations sanitaires - dans ce pays où l'opposition est réprimée en toute impunité et les droits humains bafoués. Les périodes électorales sont particulièrement propices à la spirale de violence.

# Dérives autoritaires

Zone géographique	Pays	Incidents / Résumé des faits	Brève analyse
Asie / Moyen-Orient	Hong Kong	15 figures (activistes, avocats, législateurs) du mouvement pro-démocratie ont été arrêtées le 18 avril, pour avoir organisé des manifestations « non-autorisées » au cours de l'année.	Alors que les mouvements de contestation antigouvernementale ont été avortés avec l'avènement de l'épidémie du Covid-19, les autorités profitent des mesures restrictives pour mener des campagnes d'arrestations et d'intimidation pour faire taire les voix dissidentes et espérer empêcher la regain de la contestation une fois la crise sanitaire passée. Or, la reprise actuelle des manifestations (certes à moindre échelle) fait craindre d'une intensification des moyens répressifs à l'égard des protestataires, qui bravent les interdictions, bien que l'usage de la violence contre les manifestants ne soit pas comparable en Irak et à Hong Kong.
	Irak	Alors que le mouvement anti-gouvernemental reprend timidement depuis quelques jours, la répression des FDS et des milices se poursuit. Une activiste du mouvement a été retrouvée morte à son domicile, et des hommes masqués et armés ont fait irruption lors d'un rassemblement place Tahrir à Bagdad, tuant 1 personne et blessant 4 autres le 21 avril.	
	Philippines	En l'espace de 30 jours, 120 000 personnes ont été arrêtées pour violation du couvre-feu. Human Rights Watch et l'ONU ont déploré une réponse trop militarisée des forces de l'ordre, entraînant de nombreuses violations des droits de l'homme.	Le président philippin Duterte se sert de la crise sanitaire pour poursuivre une politique répressive pour faire régner l'ordre (à l'instar de la guerre contre les trafiquants de drogue), ayant auparavant autorisé la police à tirer à balle réelle sur les contrevenants.
Amériques	Salvador	Face à une recrudescence des homicides, dont une majorité sont commandités par des chefs de « Maras » depuis les prisons, un état d'urgence a été décrété dans les établissements pénitentiaires, imposant une réclusion totale 24h/24 sans plus aucun contact avec l'extérieur pour les détenus, placés dans des cellules surpeuplées. Le gouvernement a également autorisé l'usage de la force létale contre les membres de gangs.	Le Salvador quant à lui emploie depuis de nombreuses années une politique de « mano dura » (main de fer) afin de lutter contre les gangs, avec un arsenal répressif parfois controversé. Les Maras sont considérées comme des organisations terroristes par l'Etat et des « escadrons de la mort » officieux au sein des forces de sécurité ont été créées pour éliminer les membres des Maras. Or, ces groupes n'ont fait que perpétuer le cycle de violence et d'exécutions extra-judiciaires.
	Etats-Unis	La Justice a estimé que tousser et cracher volontairement sur d'autres personnes (notamment des policiers) ou des produits de grande consommation pouvaient être jugés comme des actes terroristes, dans la mesure où le virus pourrait être utilisé comme agent biologique et détourné en arme. Deux personnes ont été inculpées pour terrorisme de second degré pour avoir volontairement répandu le virus via leur salive.	Certains Etats sont plus souples vis-à-vis de cette législation, disposant qu'il ne se s'agit pas de criminaliser des problèmes psychologiques et d'accroître la population carcérale. Néanmoins, le détournement du virus en arme biologique est une menace à prendre au sérieux, tout comme le risque d'attaques contre des hôpitaux, actuellement saturées pour certains (voir point de situation 23/04).

# Manifestations et troubles sociopolitiques

Zone géographique	Pays	Incidents / Résumé des faits	Brève analyse
Afrique	Niger	Importantes tensions (manifestations, émeutes) dans l'ensemble du pays avant le Ramadan. La population conteste les mesures de restriction prises par les autorités (couvre-feu, fermeture des mosquées, confinement) afin de faire face à la pandémie.	Dans les pays où la religion occupe une place importante et en cette période de Ramadan, un accroissement des manifestations et infractions aux mesures de restrictions est à prévoir de la part de la population souhaitant pouvoir pratiquer son culte.
	Kenya	29/04 : Manifestation des chauffeurs de camion à la frontière ougandaise suite à la décision du gouvernement ougandais de contrôler les chauffeurs kenyans (test Covid-19), créant des blocages aux checkpoints.	En Afrique comme en Amérique Latine, les mesures de contrôle et de confinement ont un impact particulièrement brutal sur la situation économique des habitants et sur certains secteurs d'activité. Cette problématique économique engendre donc de violentes tensions sociales, qui risquent de s'accroître à mesure que la situation se prolonge, voire entraîner une escalade de la violence. Celle-ci pourra être durement réprimée par les forces de l'ordre, comme c'est déjà le cas dans plusieurs pays. Un accroissement des arrestations, y compris arbitraires, est également à anticiper.
	Somalie	25/04 : Mogadiscio : Manifestation pour dénoncer les violences policières pour faire respecter les mesures de restrictions. Cette colère fait suite à la mort d'au moins une personne tuée par balle par un policier pour faire appliquer les mesures de confinement.	
Amériques	Venezuela	27/04 : Les manifestations et pillages continuent en protestation de la hausse des prix de l'alimentaire dans le sud du pays. Les affrontements avec les forces de l'ordre ont fait un mort, renforçant ainsi la colère de la population.	
Asie	Irak	21/04 : Affrontement entre des manifestants du mouvement anti-gouvernemental et commerçants à la réouverture des commerces suite au déconfinement.	Le déconfinement sera très certainement source de nombreuses tensions dans les pays dans lesquels les mouvements de contestation de longue durée avaient été temporairement arrêtés par les mesures de restrictions. En effet, la reprise des manifestations risque d'être source de conflit avec les commerçants dont l'activité a été durement touchée par ces mêmes mesures.

# Manifestations et troubles sociopolitiques

Zone géographique	Pays	Incidents / Résumé des faits	Brève analyse
Asie	Hong Kong	26/04 et 28/04 : Plusieurs rassemblements de manifestants pro-démocratie en dépit des mesures de restriction et de confinement.	Les tensions sociales sont susceptibles de s'aggraver à Hong Kong où le mouvement pro-démocratie a décidé de braver les mesures de restrictions, considérées comme contrevenant à leurs libertés, pour continuer le mouvement entamé il y a plusieurs mois.
Europe	Allemagne	25/04 : Manifestation violente du collectif « Résistance démocratique » contre les mesures de restriction à Berlin (Place Rosa Luxemburg). Les participants dénoncent ces mesures jugées autoritaires et contrevenant aux libertés individuelles. Des centaines de personnes ont été arrêtées par la police.	Les mesures de restriction adoptées pour lutter contre le Covid-19 entraînent dans de nombreux pays des manifestations dénonçant leur « illégalité ». En Allemagne, une vigilance particulière est de mise lors de ces rassemblements hebdomadaires berlinois, des membres de groupes d'extrême droite violents y participant.
	Ukraine	26/04 et 29/04 : Entrepreneurs et fermiers ont manifesté pour demander un assouplissement des mesures de restrictions (en particulier du confinement) décrétées par l'Etat.	La crise sanitaire engendre en Europe également des problèmes de subsistance dans de nombreux secteurs d'activité, en premier lieu dans le commerce et la production. Les tensions sociales qui en découlent pourraient être amenées à s'intensifier à mesure que la crise sanitaire se poursuit et que les économies s'enlisent dans la récession économique.
	Russie	20/04 : Vladikavkaz (Caucase) : Manifestations contre les mesures de confinement.  Depuis le 20/04 : Pour contester la gestion du confinement dans le sud du pays, les habitants publient des messages politiques sur le site de géolocalisation Yandex Maps.	

# Préconisations



- Se **renseigner sur les mesures spécifiques** de lutte contre la pandémie (heures de couvre-feu, conditions de sortie en cas de confinement), et **respecter scrupuleusement les ordres** donnés par les autorités.
- **Se tenir informé de l'évolution de la situation** politique internet et des changements de législation



- Se munir des **coordonnées téléphoniques de son responsable sûreté** (ou responsable hiérarchique) **et de sa représentation consulaire** ou diplomatique.
- En cas d'arrestation, ne pas hésiter à **appeler son consulat** ou son responsable sûreté.



- Eviter de **commenter ou critiquer publiquement** les décisions politiques internes.
- En cas d'agression physique de la part d'un membre des forces de l'ordre, **ne pas résister**. Se protéger le visage et le ventre en se positionnant en fœtus sur le sol.



- **Eviter les manifestations** ou réunions publiques.
- En cas de manifestation ou de mouvement de foule, **s'éloigner calmement du lieu**.

Zone géographique	Pays	Incidents / Résumé des faits	Brève analyse
Afrique	Cameroun	25/04 : Région du Nord-ouest: Plusieurs membres du gouvernement local ont été kidnappés par un groupe séparatiste anglophone dans le département de Boyo.	Bien qu'aucun lien spécifique ne soit avéré entre ces attaques et l'épidémie de coronavirus, les groupes terroristes semblent profiter de la situation actuelle de vulnérabilité des forces de sécurité, occupées à assurer le respect des mesures de lutte contre la pandémie.
	Kenya	24/04 : Les autorités locales appellent la population à une vigilance particulière durant le Ramadan, rappelant que la menace terroriste est particulièrement élevée durant ces temps de fête.	Au Cameroun, cela est particulièrement visible dans la mesure où ces évènements se déroulent malgré l'accueil favorable par certains groupes séparatistes des régions anglophones de l'appel au cessez-le-feu émis par l'ONU pendant la durée de la crise sanitaire.
Moyen-Orient	Liban	Depuis le début du mois d'avril, le Hezbollah a mis en place des structures médicales pour lutter contre le coronavirus.	Comme beaucoup de groupes insurrectionnels (voir le cas des Talibans dans la version du 16/04), le mouvement pro-iranien Hezbollah a su utiliser l'épidémie pour gagner en légitimité et montrer ses capacités de gouvernance face à un gouvernement qui a des difficultés à faire face à la crise.

# Préconisations



- **Se tenir informé de l'évolution de la situation** locale.
- **Respecter les consignes** des forces de l'ordre, les périmètres de sécurité et checkpoints.



- **Rester vigilant** dans les lieux de rassemblement.
- Se tenir à **distance des lieux** de cultes/des bâtiments étatiques/des infrastructures de sécurité/des espaces publics et fortement fréquentés.



- **Signaler tout objet abandonné** ou comportement suspect aux forces de l'ordre.



- En cas d'attaque terroriste suspectée, **s'éloigner** du lieu de l'attaque pour éviter tout sur-attentat et **alerter** les forces de l'ordre.



62 bis, avenue André Morizet  
92100 Boulogne Billancourt  
FRANCE



TEL: 09 54 100 121



[contact@iremos.fr](mailto:contact@iremos.fr)  
[www.iremos.fr](http://www.iremos.fr)